



UN LIBRARY

MAR 20 1980

UN/SA COLLECTION

A/CONF.94/4

# **CONFÉRENCE MONDIALE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME:**

## **Egalité, développement et paix**

**Copenhague, Danemark  
14-30 juillet 1980**

CONSEQUENCES DE L'OCCUPATION ISRAËLIENNE POUR LES FEMMES PALESTINIENNES  
A L'INTERIEUR ET EN DEHORS DES TERRITOIRES OCCUPES :  
MESURES SPECIALES D'ASSISTANCE AUX FEMMES PALESTINIENNES

Point 10 b) de l'ordre du jour provisoire



Rapport adopté par la réunion préparatoire régionale  
de la Commission économique pour l'Asie occidentale

Note du Secrétariat

La réunion préparatoire régionale de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1980) de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), qui s'est tenue à Damas du 10 au 13 décembre 1979, avait à son ordre du jour un point relatif à l'examen de la question des femmes palestiniennes lors de la Conférence mondiale de 1980. A l'issue du débat sur ce point, la réunion préparatoire régionale a adopté le présent rapport, publié par la CEAO sous la cote E/ECWA/SDHS/CONF.4/5 le 12 décembre 1979 et qui est joint pour communication à la Conférence.

## MESURES SPECIALES D'ASSISTANCE AUX FEMMES PALESTINIENNES

### Rapport adopté par la réunion préparatoire régionale de la Commission économique pour l'Asie occidentale

#### Introduction

1. La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est tenue à Mexico en 1975, a adopté les thèmes suivants pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix - conditions d'une vie meilleure où hommes et femmes pourraient participer au développement et en profiter. Cependant, il est difficile d'appliquer ces concepts, tels qu'ils sont définis par la Décennie des Nations Unies pour la femme et par les peuples du monde, au peuple palestinien dans son ensemble, et aux femmes palestiniennes en particulier, car ils présupposent qu'un peuple occupe son territoire national, jouisse de l'indépendance politique et soit capable de diriger ses propres institutions économiques, sociales et éducatives. Ces concepts ont une signification particulière pour le peuple palestinien en l'absence d'une unité géographique et d'une souveraineté nationale palestiniennes.
2. "Egalité", pour le peuple palestinien, signifie égalité avec les autres peuples du monde d'un peuple palestinien doté d'une structure politique indépendante qui régit les relations entre individus et groupes. Dans sa situation actuelle, pour le peuple palestinien, et alors qu'il se trouve dispersé géographiquement à l'intérieur et en dehors des territoires occupés, le "développement" exige des instruments différents. Il est également lié à l'existence d'institutions capables de répondre aux besoins créés par la dispersion. Enfin, pour le peuple palestinien, la "paix" suppose la justice, c'est-à-dire la possibilité de choisir son destin ainsi que le prévoient la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres conventions des Nations Unies.
3. Les problèmes du peuple palestinien influent sur ceux des pays de la région qui luttent pour le respect des principes d'égalité, de développement et de paix. Le Plan d'action régional pour l'intégration des femmes au processus de développement dans les pays de la région de la CEA0, adopté par la Conférence régionale qui s'est tenue à Amman du 29 mai au 4 juin 1978, souligne qu'un des principaux obstacles à la stabilité et au développement dans la région est l'occupation par Israël des territoires appartenant aux Palestiniens et à d'autres pays. La libération du territoire et la reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple palestinien restent la clef de nombreux problèmes de cette région, quelles qu'en soient les dimensions politiques, économiques, sociales et psychologiques, à tel point que les tâches politiques prennent le pas sur les plans de développement. Ces problèmes sont des motifs de vive inquiétude pour la communauté internationale.
4. Les femmes palestiniennes doivent néanmoins pouvoir bénéficier de la Décennie des Nations Unies pour la femme et faire face aux divers besoins nés de la dispersion du peuple palestinien, de l'occupation de son territoire, de sa lutte pour l'autodétermination et de la mise en place d'institutions nationales lorsqu'il exercera enfin ses droits légitimes. La lutte actuelle et les perspectives d'avenir constituent le cadre général qui conditionne les divers besoins des femmes palestiniennes et l'indispensable coopération internationale.

L'Organisation des Nations Unies et les besoins  
du peuple palestinien

5. Deux résolutions du Conseil économique et social constituent un appel à l'octroi d'une assistance au peuple palestinien afin de répondre à ses besoins économiques, sociaux et culturels. Dans ses résolutions 2026 (LXI), du 4 août 1976, et 2100 (LXIII), du 3 août 1977, le Conseil prie tous les organismes des Nations Unies de déterminer, en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine, les besoins sociaux et économiques du peuple palestinien, compte tenu des projets proposés qui sont susceptibles d'être exécutés.
6. La Conférence générale de l'UNESCO, à sa vingt-deuxième session, le 25 novembre 1976, a condamné l'occupation israélienne comme violant les libertés fondamentales du peuple palestinien dans les territoires occupés, le privant de son droit à une éducation et à une vie culturelle nationales qui lui permette de préserver son identité nationale.
7. Il faut également mentionner la résolution que la vingt-huitième Assemblée de l'Organisation mondiale de la santé a adoptée le 28 mai 1975, dans laquelle l'OMS était priée de coopérer avec l'Organisation de libération de la Palestine en ce qui concerne l'assistance à fournir à la population palestinienne.
8. Dans sa résolution 33/147, du 20 décembre 1978, intitulée "Assistance au peuple palestinien", l'Assemblée a demandé au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), agissant en consultation avec les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, d'intensifier ses efforts, en les coordonnant avec ceux de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO), en vue d'appliquer les résolutions 2026 (LXI) et 2100 (LXIII) du Conseil économique et social afin d'améliorer, sur le plan économique et social, la situation du peuple palestinien en déterminant ses besoins sociaux et économiques.
9. Afin d'appliquer la résolution 33/147 de l'Assemblée générale, le PNUD a organisé une réunion de toutes les organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies (Genève, 15 et 16 février 1979) en vue de constituer une équipe spéciale chargée d'étudier les besoins du peuple palestinien dans les territoires occupés (rive occidentale et Gaza) et dans les pays d'accueil, et de proposer des projets spécifiques dans ce domaine. L'équipe spéciale comprenait des représentants des organisations suivantes : PNUD, CEAO, ONUDI, OIT, FAO, UNESCO et OMS. A sa vingt-sixième session, en juin 1979, le Conseil d'administration du PNUD a adopté le rapport de l'équipe spéciale et alloué les fonds nécessaires au financement des programmes spécifiquement destinés au peuple palestinien.
10. Au niveau régional, la CEAO, à sa troisième session (Doha, 10-15 mai 1976), a prié le Secrétaire exécutif "de prendre les dispositions nécessaires en vue de réaliser une étude complète de la situation et des possibilités économiques et sociales de l'ensemble du peuple arabe de Palestine ... en coopération étroite avec l'Organisation de libération de la Palestine" 1/. A la même session, la CEAO a

---

1/ Documents officiels du Conseil économique et social, soixante et unième session, Supplément No 12 (E/5785), chap. III, résolution 27 (III).

également invité le Secrétaire exécutif "à prendre toutes les mesures nécessaires, en coopération étroite avec l'Organisation de libération de la Palestine, pour commencer le recensement aussitôt que possible" 2/.

11. En ce qui concerne plus particulièrement les femmes palestiniennes, la Conférence de Mexico de 1975, dans sa résolution 32, a condamné le sionisme et lancé un appel à toutes les femmes, dans le monde entier, pour qu'elles appuient les femmes palestiniennes dans leur effort pour mettre fin aux violations des droits fondamentaux de la personne humaine commises par Israël dans les territoires occupés. Elle a également prié l'Organisation des Nations Unies, ses organes et les institutions spécialisées, ainsi que toutes les organisations nationales, régionales et internationales de femmes de fournir leur aide - morale et matérielle - aux femmes palestiniennes et à leurs organisations et instituts 3/.

12. Dans le Plan d'action régional pour l'intégration des femmes au processus de développement dans les pays de la région de la CEAO, les Etats membres de la CEAO ont prié le secrétariat d'inscrire un point concernant les femmes palestiniennes à l'ordre du jour de toutes les conférences internationales et régionales concernant les femmes et le développement, à commencer par la réunion préparatoire régionale de l'Asie occidentale, prévue pour 1979, précédant la Conférence mondiale de 1980 sur la femme et le développement. Cette recommandation, qui fait partie du Plan d'action régional, a été adoptée à l'unanimité par tous les Etats membres de la CEAO lors de sa cinquième session, qui s'est tenue à Amman du 2 au 6 octobre 1978 4/.

13. La résolution mentionnée plus haut a été présentée au Comité préparatoire de la Conférence mondiale pour la Décennie des Nations Unies pour la femme (1980). Le Comité préparatoire, à sa deuxième session, qui s'est tenue au Siège des Nations Unies du 27 août au 7 septembre 1979, a donc adopté une décision libellée comme suit :

"a) Recommande que les besoins sociaux et économiques des femmes palestiniennes soient étudiés dans le document d'examen et d'évaluation qui doit être établi pour la Conférence;

b) Charge le secrétariat de la Conférence d'établir, en coopération avec la Commission économique pour l'Asie occidentale, un rapport intitulé 'Mesures spéciales d'assistance aux femmes palestiniennes' qui sera présenté à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, après qu'il aura été examiné par le Comité préparatoire à sa prochaine session" 5/.

---

2/ Ibid., résolution 28 (III).

3/ Rapport de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.76.IV.1), chap. III.

4/ Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément No 14 (1979/49), chap. III, résolution 66 (V).

5/ A/CONF.94/PC/12, par. 141.

Le présent document présente les programmes d'action destinés à aider les femmes palestiniennes à l'intérieur et en dehors des territoires occupés. L'exécution de ces programmes dépend des ressources régionales et internationales qui leur seront affectées.

14. Les domaines d'assistance aux femmes palestiniennes sont les suivants :

- I. Recherche, études et collecte de données
- II. Planification et exécution
- III. Aspects juridiques
- IV. Enseignement et formation
- V. Emploi
- VI. Services de protection de la famille et soins de santé
- VII. Rôle des organisations féminines
- VIII. Rôle des organes d'information et de la culture
- IX. Rôle des organisations régionales et internationales.



## I. Recherche, études et collecte de données

15. Ces activités revêtent une importance extrême pour la définition des besoins et la planification des programmes d'action visant à y répondre. Les principaux obstacles à la recherche consistent de manière générale dans le peu d'informations disponibles et dans la difficulté d'obtenir des renseignements complémentaires sur le peuple palestinien en général et la femme palestinienne, en particulier, ainsi que sur les territoires occupés. On dispose il est vrai de certaines informations, dans des domaines tels que l'éducation, mais celles-ci sont insuffisantes et ne portent pas sur la totalité du peuple palestinien, de l'intérieur et de l'extérieur des territoires occupés. En outre, dans un grand nombre de statistiques arabes, telles que celles qui concernent la population active, les travailleurs ne sont pas classés par sexe ou par nationalité. Les institutions palestiniennes qui s'occupent de questions sociales et économiques ainsi que de planification ne disposent pas de suffisamment de données classées par sexe qui puissent être utilisées dans la planification et dans l'exécution des projets. Il ne fait aucun doute que cette pénurie de données est imputable à la situation particulière du peuple palestinien et à sa dispersion.

### Programme d'action

a) Fournir une assistance matérielle et technique aux universités arabes palestiniennes des territoires occupés pour leur permettre de devenir des embryons de centres de recherche et de collecte de données et des instituts de formation de chercheurs et de statisticiens, afin qu'elles soient en mesure de coopérer avec des organisations internationales et bénévoles aux fins de la programmation scientifique de projets et d'activités;

b) Incorporer le thème de la femme palestinienne dans les activités de recherche en cours dans le cadre des programmes de travail des centres de recherche palestiniens, en particulier le Centre de recherche sur la Palestine et l'Institut d'études palestiniennes, par la collecte de données et de statistiques et par la réalisation d'études sur la femme palestinienne dans les territoires occupés;

c) Inclure les problèmes et les besoins de la femme palestinienne dans les programmes de recherche des centres de recherche et des instituts de statistique nationaux, régionaux et internationaux ainsi que dans les programmes des universités arabes;

d) Demander aux organisations régionales et internationales de procéder au classement de données concernant l'ensemble du peuple palestinien en opérant en particulier une répartition par sexe, de manière à ce qu'elles incluent tous les Palestiniens, qu'ils vivent à l'intérieur ou en dehors des territoires occupés;

e) Demander à la Commission économique pour l'Asie occidentale d'inscrire la question des besoins de la femme palestinienne dans son étude de la situation économique et sociale et des possibilités du peuple palestinien;

f) Donner aux femmes palestiniennes des possibilités de spécialisation et de formation en matière de recherche et de statistique, en octroyant des bourses aux instituts appropriés de la région ou d'ailleurs ainsi que des territoires occupés;

g) Entreprendre des études sur le terrain visant à contribuer à la formulation et à l'évaluation des projets. Parmi les domaines d'études prioritaires on peut citer :

- i) Des enquêtes par sondage sur diverses communautés palestiniennes en vue d'identifier leurs problèmes et leurs besoins sociaux;
- ii) Etude de l'étendue de la participation des femmes palestiniennes à la vie sociale palestinienne et moyens de l'améliorer;
- iii) Evaluations de la mesure dans laquelle la femme palestinienne bénéficie de l'action des services sociaux, sanitaires et culturels et étendue de sa participation à la formulation, à l'exécution et à l'évaluation des projets;
- iv) Examen des problèmes sociaux et psychologiques imputables aux conditions de travail des femmes palestiniennes dans les territoires occupés;
- v) Etude des conséquences sur la situation familiale et les problèmes des femmes de l'émigration de leurs époux et de leurs fils à la recherche d'un emploi;
- vi) Inclusion dans les diverses études sur la main-d'oeuvre palestinienne de la question de la main-d'oeuvre féminine palestinienne et de ses domaines de spécialisation et d'emploi, afin qu'elle puisse prendre part à l'organisation de divers ateliers et projets et au processus de création d'institutions;
- vii) Etude sur la situation de la femme palestinienne dans les prisons israéliennes et sur les effets des lois arbitraires sur ses divers rôles dans la société.



## II. Planification et exécution

16. La planification est habituellement liée à la présence de structures nationales permanentes qui déterminent l'orientation du développement, ses objectifs et ses moyens. L'absence de ces structures permanentes dans le cadre palestinien n'ôte rien à la nécessité pour l'OLP et ses institutions sociales d'élaborer des programmes et des projets et d'effectuer diverses études. De surcroît, la "planification" joue un rôle important dans la définition de l'avenir et des besoins du peuple palestinien. Il importe d'examiner ce domaine avec toute l'attention qu'il mérite et de permettre à la femme palestinienne de participer efficacement à la planification de son présent et de son avenir.

### Programme d'action

a) Octroyer des bourses aux Palestiniens et aux Palestiniennes pour leur permettre de participer à des stages et à des séminaires de formation arabes et internationaux dans le domaine de la planification sectorielle générale, afin qu'ils améliorent leur compétence en matière de méthodes de planification et de formulation de projets et de programmes;

b) Organiser, à l'intention des dirigeantes des institutions palestiniennes et de l'Union générale des femmes palestiniennes des stages spéciaux de formation dans les domaines de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation des projets, en prenant en considération les intérêts et les besoins particuliers de la femme palestinienne.

### III. Aspects juridiques

17. Le peuple palestinien des territoires occupés est soumis à des lois militaires et civiles israéliennes qui ont permis aux forces d'occupation de confisquer des terres du peuple palestinien soit pour établir des colonies de peuplement, soit à des fins militaires. Le peuple palestinien a également été l'objet d'une discrimination et de l'application arbitraire de ces lois. Il ne possède ni les garanties ni les moyens lui permettant de se protéger ou de se défendre contre elles, en particulier en cas d'expulsion de familles de leurs foyers ou autres mesures arbitraires. Ces lois ont de graves conséquences dans la mesure où elles mènent à la dispersion des familles et limitent le mouvement des hommes et des femmes à la recherche de moyens de subsistance et d'emplois.

#### Programme d'action

- a) Créer un fonds international spécial visant à défendre les femmes détenues dans les prisons israéliennes et à protéger leur droit de rester auprès de leurs familles après leur sortie de prison;
- b) Etudier les lois qui limitent le mouvement des Palestiniens sur la rive occidentale et à Gaza et identifier leurs incidences sociales, économiques et psychologiques sur la famille en général et les femmes palestiniennes en particulier;
- c) Assurer un appui financier et technique aux organisations bénévoles qui fournissent des services aux enfants d'hommes et de femmes détenus par les Israéliens;
- d) Demander aux organisations internationales d'examiner dans quelle mesure le Gouvernement israélien applique les conventions de l'OIT relatives aux conditions de travail, à la protection des travailleurs, aux soins à la mère et autres lois du travail intéressant les femmes, eu égard à l'ensemble des travailleurs palestiniens et en particulier aux femmes;
- e) Créer, au sein des institutions sociales existantes des territoires occupés un groupe spécial, chargé d'informer les femmes des lois israéliennes qui leur sont appliquées, et de leur fournir, le cas échéant, des conseils juridiques;
- f) Prier instamment les organisations régionales et internationales de prendre les mesures nécessaires en vue d'appliquer à la femme palestinienne sous occupation israélienne la résolution de l'Organisation des Nations Unies relative à la protection des femmes et des enfants en cas de conflit armé, de guerre de libération et d'occupation étrangère.

#### IV. Enseignement et formation

18. Le peuple palestinien a accordé une importance considérable à l'enseignement où il voit un moyen de faire face aux problèmes de la dispersion et aux besoins de la vie quotidienne. Il est devenu un des peuples de la région disposant du plus grand nombre de personnes instruites et formées et il contribue aux efforts de développement des pays arabes. Cependant, l'octroi d'un enseignement au peuple palestinien se heurte aux lois militaires israéliennes qui limitent le mouvement de la population des territoires occupés et interdisent les rassemblements et les activités culturelles. En outre, les écoles des territoires occupés manquent d'enseignants qualifiés, de manuels correspondant aux besoins et aux valeurs des étudiants, de programmes élaborés et de matériel d'enseignement. Les services d'enseignement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ne comptent pas de jardins d'enfants, de sorte que le soin de l'éducation préscolaire est laissé à des associations privées. Cependant, les services éducatifs et sociaux de base qui aident les femmes à élever leurs enfants sont essentiels, compte tenu en particulier de l'accroissement des responsabilités économiques des mères, en l'absence de leurs époux, émigrés ou détenus.

##### Programme d'action

a) Fournir un appui financier et technique aux universités, collèges et écoles arabes des territoires occupés, afin d'assurer le développement et l'extension de ces institutions pour qu'elles puissent accroître leurs effectifs scolaires des deux sexes;

b) Accroître le nombre d'étudiants palestiniens des deux sexes dans les universités des pays arabes et des pays amis, en particulier dans les disciplines scientifiques et techniques qui ne sont pas offertes dans les territoires occupés;

c) Appuyer l'expansion des institutions arabes d'enseignement privé pour qu'elles puissent accroître leurs effectifs afin d'éviter que les jeunes Palestiniens ne s'inscrivent dans les écoles publiques où les programmes d'enseignement sont "sionisés";

d) Prier instamment les organisations internationales appropriées de prendre les mesures nécessaires en vue de faire entrer dans des institutions d'enseignement et de formation un grand nombre d'enfants et de jeunes des territoires occupés qui ne disposent pas de possibilités d'enseignement et de formation et d'aider à éliminer les obstacles qui sont à la base de l'absence de ces possibilités et qui perturbent la régularité de l'année scolaire;

e) Demander à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de mettre fin au système actuel consistant à donner très tôt une spécialisation professionnelle aux étudiants palestiniens, système qui est contraire aux principes d'un bon enseignement;

f) Demander à l'UNRWA de développer et de renforcer les services d'enseignement qu'il offre aux étudiants palestiniens des deux sexes en améliorant les programmes d'enseignement, en fournissant les locaux et le matériel nécessaires, en réduisant le nombre d'étudiants par classe et en améliorant la qualité et la valeur pratique de l'enseignement dispensé;

g) Demander à l'UNESCO d'examiner les programmes d'enseignement dispensés aux femmes palestiniennes afin d'en évaluer la pertinence sur les plans éducatif et culturel;

h) Demander à l'UNESCO et aux fonds arabes pour le développement de prendre les mesures pratiques nécessaires en vue de créer à l'intention des Palestiniens une université libre, après achèvement de l'examen en cours du projet;

i) Développer, agrandir et multiplier les centres de formation professionnelle, en particulier ceux de l'UNRWA, diversifier leur spécialisation dans les domaines techniques et professionnels et accroître le nombre de femmes inscrites dans ces centres;

j) Permettre à un nombre aussi grand que possible d'étudiants des territoires occupés de suivre les cours de centres internationaux de formation;

k) Diriger l'assistance du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et d'autres organisations régionales et internationales vers les centres d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes des territoires occupés, mettre ces centres en mesure d'utiliser des méthodes et des connaissances techniques modernes et leur assurer un appui financier afin qu'ils puissent étendre et améliorer leurs services;

l) Demander aux associations de femmes des Etats arabes d'apporter un appui financier aux institutions d'enseignement et de formation des territoires occupés et encourager leur jumelage avec les associations de femmes arabes des territoires occupés;

m) Venir en aide aux enfants palestiniens, améliorer leur situation dans le domaine de l'enseignement et leur fournir le matériel pédagogique et culturel approprié;

n) Développer les capacités techniques et professionnelles des femmes palestiniennes en assurant leur participation à des programmes de formation arabe dans les domaines du travail social intégré ainsi qu'à des programmes tendant à améliorer leur productivité;

o) Appuyer et développer, aux plans technique et financier, les garderies et les jardins d'enfants des camps palestiniens, en formant leurs cadres et en assurant l'accroissement de leur nombre;

p) Appuyer les institutions de protection sociale, en particulier le Beit Aftal As-smoud (Foyer des enfants de la résistance) du Liban, en leur fournissant des connaissances techniques et des moyens d'enseignement et en formant leur personnel;

q) Fournir un appui financier à l'Educational City Project en faveur des enfants des martyrs de la résistance révolutionnaire palestinienne.

/...

## V. Emploi

19. L'absence de données récentes et précises sur la main-d'oeuvre palestinienne en dehors des territoires occupés rend difficile l'analyse de la situation de la main-d'oeuvre palestinienne qui est entrée dans la région ou en est sortie pendant les trente dernières années. Les statistiques israéliennes montrent qu'en 1975, près de 33 p. 100 de la main-d'oeuvre palestinienne des territoires occupés travaillait en Israël; mais même ces statistiques ne sont pas suffisamment précises. Il n'est donc pas surprenant que les données sur les femmes palestiniennes travaillant à l'intérieur et en dehors des territoires occupés soient encore plus rares, bien qu'elles représentent maintenant dans les territoires occupés une part importante de la main-d'oeuvre bon marché. Il ressort des informations disponibles que les Palestiniens travaillant dans les territoires occupés doivent affronter de nombreux problèmes (faibles revenus, possibilités d'emploi limitées, particulièrement dans le secteur industriel de pointe, etc.). Ils sont donc obligés de se tourner vers le secteur agricole comme principale source de revenus. La politique israélienne d'implantation de colonies juives dans les territoires occupés, sur des terres agricoles confisquées à des Palestiniens, menace leur ressource la plus essentielle en les empêchant de travailler leur terre pour gagner leur vie. Cette politique est aussi responsable de difficultés économiques accrues, de goulets d'étranglement et de problèmes sociaux connexes, touchant à la fois hommes et femmes, et les obligeant à rechercher d'autres emplois où, en tant que main-d'oeuvre bon marché, ils sont souvent victimes de l'exploitation. Les Palestiniens des territoires arabes occupés se voient en outre refuser la sécurité sociale et les services qui sont garantis aux travailleurs israéliens. Les travailleuses palestiniennes sont en butte aux formes extrêmes de cette discrimination, car elles représentent non seulement une main-d'oeuvre bon marché sur le marché du travail israélien, mais également une main-d'oeuvre migrante qui se déplace tous les jours, ou selon les saisons, entre son domicile et son lieu de travail. Leur statut de migrant sert de prétexte pour leur refuser toute la protection prévue par la législation du travail.

### Programme d'action

- a) Rassembler les données sur la main-d'oeuvre palestinienne à l'intérieur et en dehors des territoires occupés, en prenant soin de bien classifier les données par activité économique et par sexe;
- b) Organiser des cours de formation en cours d'emploi pour les travailleuses palestiniennes afin d'améliorer leur productivité et leurs chances de promotion dans leur domaine d'activité;
- c) Assurer les mêmes possibilités de formation aux Palestiniennes en cours d'emploi dans tous les secteurs et plus particulièrement en les faisant participer aux programmes de formation présents et futurs dans les secteurs de l'administration, de la production de denrées de base et des services;
- d) Organiser des programmes et des activités encourageant les Palestiniennes à choisir différentes nouvelles professions, ce qui contribuerait à la constitution d'une main-d'oeuvre palestinienne intégrée, où seraient représentées les différentes professions et spécialisations;

/...



e) Créer des jardins d'enfants et des crèches pour que les Palestiniennes qui travaillent puissent concilier leurs responsabilités familiales et professionnelles;

f) Organiser une formation dans le domaine des activités syndicales à l'intention des dirigeantes syndicales palestiniennes et leur faciliter la participation à des séminaires d'éducation syndicale afin qu'elles puissent prendre part effectivement aux activités des organisations syndicales et professionnelles à tous les niveaux;

g) Soutenir financièrement et techniquement l'institution Samed qui produit des articles palestiniens et emploie un grand nombre de femmes, en formant des travailleurs qualifiés afin d'améliorer leur capacité productive;

h) Appuyer les organisations bénévoles et populaires dans les territoires occupés en organisant des stages de formation en agriculture et en action coopérative par l'intermédiaire de différentes institutions coopératives;

i) Encourager les organisations bénévoles et populaires dans les territoires occupés à accroître la participation des femmes palestiniennes des milieux ruraux à leurs activités, en leur donnant les moyens de cerner leurs problèmes et leurs besoins, de prendre les décisions appropriées et de prendre part à l'exécution de divers projets dans les zones rurales;

j) Aider les organisations bénévoles des territoires occupés qui produisent des objets d'artisanat traditionnels, représentatifs du patrimoine palestinien, et établir un centre spécial de formation et de commercialisation pour leurs produits.

## VI. Services de protection de la famille et soins de santé

20. Dans le plan d'action régional pour l'intégration des femmes au processus de développement dans les pays de la région de la CEA0, la protection de la famille et des mères est considérée comme une priorité du développement; dans la famille palestinienne, la mère joue un rôle fondamental, en maintenant l'unité de la famille dont elle prend soin, particulièrement dans les familles dont certains membres ont émigré ou ont été expulsés. Les Palestiniennes à l'intérieur et en dehors des territoires occupés animent des projets et des institutions qui offrent des services de formation, de puériculture, de perfectionnement des travailleurs, d'alphabétisation des femmes. En outre, les institutions sociales de l'Organisation de libération de la Palestine fournissent une aide aux veuves et aux enfants des martyrs. La situation actuelle du peuple palestinien rend impératives l'amélioration et l'extension des services existants et la conception de modes de travail social intégrés, capables de répondre aux besoins actuels et futurs.

21. Les indicateurs statistiques montrent que le nombre des institutions sanitaires dans les territoires occupés n'a pas augmenté pendant les dix dernières années et la proportion de médecins et de lits d'hôpitaux par rapport à la population a décru. D'autres indicateurs révèlent aussi un accroissement du taux de mortalité infantile dans les territoires occupés et montrent aussi que les services des centres de santé, particulièrement dans les zones rurales, ne satisfont pas aux exigences minimales en matière de soins de santé. C'est au Croissant rouge palestinien qu'il incombe de plus en plus d'assurer des services préventifs et curatifs au peuple palestinien.

/...



22. Bien que l'incidence des maladies contagieuses ait diminué dans la population palestinienne, il y a encore de nombreux cas de malnutrition, de gastro-entérite, surtout pendant l'été. Il importe aussi de se préoccuper des activités sanitaires de protection contre la poliomyélite et la tuberculose. L'extension des services sanitaires préventifs et curatifs de lutte contre ces maladies est prioritaire si l'on veut protéger efficacement la santé des Palestiniens, hommes et femmes, jeunes et vieux. Il n'y a aucun doute que les femmes palestiniennes jouent un rôle vital dans les services de santé et qu'elles en sont aussi les principales bénéficiaires en raison de leur rôle fondamental dans la protection de la famille.

### Programme d'action

#### 1. Protection sociale

- a) Développer les capacités techniques et professionnelles des femmes palestiniennes en les faisant participer aux programmes arabes de formation au travail social intégré;
- b) Demander à la Ligue arabe de prendre les mesures nécessaires à la création d'un fonds de soutien à la résistance palestinienne sous toutes ses formes et aux organisations bénévoles et féminines qui, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés, fournissent des services sociaux aux Palestiniens, et aux Palestiniennes en particulier;
- c) Poursuivre les efforts entamés pendant l'Année internationale de l'enfant, en développant les services d'aide aux enfants palestiniens, surtout aux enfants d'âge préscolaire, à l'intérieur comme en dehors des territoires occupés;
- d) Appuyer techniquement et développer les crèches et les jardins d'enfants dans les camps palestiniens, dans le cadre des organisations bénévoles dans les territoires occupés comme à l'extérieur, en assurant la formation de leurs cadres et en prenant des dispositions pour en accroître le nombre;
- e) Etablir des centres de soins aux personnes handicapées mentalement ou physiquement ou présentant des troubles affectifs et former le personnel féminin de gestion et d'exploitation nécessaire;

#### 2. Santé

- a) Appuyer les centres de soins maternels et infantiles dans les territoires occupés comme à l'extérieur et aider à développer leurs services et à établir des centres supplémentaires qui s'occuperaient aussi de nutrition;
- b) Fournir du personnel qualifié et du matériel aux centres de santé, en accordant la priorité aux services de médecine préventive et d'hygiène du milieu;
- c) Améliorer les centres de santé existants et en accroître le nombre afin de toucher les villages palestiniens et les camps, à l'intérieur et en dehors des territoires occupés;

- d) Organiser des cycles de formation et accorder des bourses aux travailleurs et techniciens des services sanitaires, afin d'améliorer leur qualification et de disposer ainsi des ressources humaines nécessaires aux fonctions de prévention et de traitement;
- e) Organiser des stages de formation et accorder des bourses à ceux qui se spécialisent en administration des services de santé et des centres polyvalents;
- f) Evaluer les prestations des centres de santé actuels et définir les conditions requises pour les améliorer techniquement et matériellement, recommander des mesures concrètes à cet égard;
- g) Aider le Croissant rouge palestinien à mettre en oeuvre des programmes de santé complets qui feraient bénéficier tous les enfants, des deux sexes, de soins préventifs et thérapeutiques axés sur les maladies infantiles, surtout celles contre lesquelles les enfants peuvent être vaccinés très tôt;
- h) Appuyer le programme de soins infirmiers du Croissant rouge palestinien en fournissant une assistance financière et technique et du matériel;
- i) Etablir et appuyer des instituts de formation de personnel médical et paramédical, en particulier de personnel infirmier, recommander des programmes concrets d'assistance et l'octroi de bourses de spécialisation avancée;
- j) Former les Palestiniennes des villages à fournir des soins de santé primaires et leur procurer le matériel nécessaire à cet effet;
- k) Fournir une aide technique et matérielle aux programmes d'information de l'Union générale des femmes palestiniennes et autres organisations féminines dans les territoires occupés, surtout en ce qui concerne la nutrition et les besoins nutritionnels des femmes enceintes et allaitantes, afin que les femmes prennent conscience des fâcheuses répercussions qu'a sur les deux sexes une nutrition inadéquate;
- l) Inclure l'éducation nutritionnelle dans les programmes d'éducation des adultes, particulièrement en ce qui concerne la nutrition infantile;
- m) Organiser un service de statistiques sanitaires et rassembler des informations et des données sanitaires, classées par sexe, concernant les Palestiniens vivant à l'intérieur comme en dehors des territoires occupés et tout particulièrement dans les camps;
- n) Etudier les habitudes et les pratiques traditionnelles dans le domaine de la nutrition et de la santé et leurs liens avec la situation économique des Palestiniens vivant dans les camps, et mener une campagne d'information sur les dangers de ces habitudes nocives.

## VII. Rôle des organisations féminines

23. Les organisations féminines des territoires occupés jouent un rôle efficace et fondamental en assurant au peuple palestinien des services de base et en les aidant à survivre malgré l'occupation. L'Union générale des femmes palestiniennes assume aussi un rôle éminent en aidant les femmes palestiniennes à résoudre leurs problèmes quotidiens. Ces organisations palestiniennes, qui fonctionnent grâce aux femmes, ont accompli une oeuvre considérable sociale. Cependant, elles ont encore besoin d'améliorer leurs programmes et de perfectionner leurs cadres afin que leurs activités touchent réellement la masse des femmes palestiniennes à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés.

24. Il faut aussi noter que les services des organisations de femmes sont concentrés dans les villes au détriment des villages. Ces organisations manquent aussi de cadres techniques ayant des qualifications nécessaires pour gérer, organiser et programmer des activités. Elles doivent en outre faire face à des problèmes de financement, ce qui limite la prestation de services familiaux et sociaux dont restent privées une grande partie des femmes palestiniennes.

### Programme d'action

- a) Aider matériellement et techniquement les organisations et associations féminines des territoires occupés afin qu'elles puissent former et préparer leurs dirigeantes locales, particulièrement en ce qui concerne le travail social et les services de vulgarisation en zones rurales;
- b) Développer les qualités d'initiative des cadres de l'Union générale des femmes palestiniennes en organisant des stages sur l'organisation et la programmation de projets et en les faisant participer aux ateliers arabes consacrés à tous les aspects de la formation de responsables;
- c) Appuyer matériellement et techniquement les programmes de l'Union générale des femmes palestiniennes, comme prioritaires sur le plan régional, lorsque des propositions sont faites au Fonds de contributions volontaires de la Décennie des Nations Unies pour la femme;
- d) Organiser des stages pratiques à l'intention des cadres de l'Union générale des femmes palestiniennes consacrés à l'art d'organiser et de participer à des conférences, séminaires et ateliers, car il est essentiel que les femmes palestiniennes prennent effectivement part à ces rencontres;
- e) Aider les femmes palestiniennes à mettre en oeuvre leurs programmes d'une façon régulière, recommander les moyens d'améliorer et de développer ces programmes et d'en accroître la portée;
- f) Trouver les moyens d'apporter une aide technique et financière aux programmes féminins dans les territoires occupés;
- g) Elaborer des programmes concrets d'échanges de connaissances techniques et de coordination des activités de l'Union générale des femmes palestiniennes et des organisations féminines des territoires occupés, ainsi que des organisations féminines régionales et internationales.

### VIII. Rôle des organes d'information et de la culture

25. Les organes d'information et de la culture jouent un rôle essentiel en ce qu'ils formulent des principes, créent des attitudes et influencent le comportement. Bien que les organes d'information réservent une très large place à l'aspect politique de la question palestinienne, il importe également d'accorder l'attention voulue à ses aspects économiques et sociaux eu égard aux différents groupes de la population palestinienne, en particulier les femmes. En réalité, les femmes palestiniennes n'ont pas encore eu pleinement l'occasion de faire connaître leurs problèmes et leurs responsabilités par la voix des organes d'information.

#### Programme d'action

- a) Présenter des programmes illustrant les divers rôles - politiques, économiques et sociaux - de la femme palestinienne dans les camps et dans les territoires occupés;
- b) Organiser des stages de formation et octroyer des bourses aux femmes palestiniennes travaillant dans le domaine de l'information, pour améliorer leurs compétences;
- c) Réaliser des programmes, des films et des spectacles décrivant sous ses divers aspects, le rôle des dirigeantes palestiniennes dans leur vie et dans leur travail, ainsi que dans les activités scientifiques, techniques et culturelles;
- d) Renforcer les rapports entre l'Union générale des femmes palestiniennes et les organisations féminines régionales et internationales et formuler une politique visant à faire participer l'Union générale des femmes palestiniennes aux événements internationaux, afin que les femmes palestiniennes puissent exprimer leur opinion sur les questions concernant le développement et la paix dans le monde;
- e) Elaborer des programmes d'information illustrant les efforts des femmes palestiniennes et les programmes qu'elles appuient dans les domaines de la famille, de l'environnement, de la puériculture, de la formation professionnelle, de l'orientation et autres services sociaux;
- f) Organiser des séminaires internationaux d'information visant à mettre en lumière la véritable nature de la lutte palestinienne et l'oppression et les mauvais traitements que subissent les Palestiniens, en particulier dans les prisons et les centres de détention israéliens;
- g) Faire participer les hommes palestiniens qui travaillent dans le domaine de l'information et des communications aux journées d'étude, aux séminaires et aux réunions traitant des besoins socio-économiques des femmes palestiniennes, afin qu'étant pleinement informés de leur situation, ils puissent contribuer à son amélioration.



## IX. Rôle des organisations régionales et internationales

26. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont, dans leurs résolutions, invité à ce que des efforts soient faits sur les plans régional et international pour aider le peuple palestinien à répondre à ses besoins économiques et sociaux. Des activités restreintes ont été entreprises dans les domaines de l'enseignement, de l'emploi, de la santé et de l'évaluation de ces besoins. Toutefois, la femme palestinienne n'a pas fait l'objet d'une attention totale et soutenue, sous le rapport des études et de l'assistance technique. Les efforts déployés par le PNUD à sa vingt-sixième session, en juillet 1979, pour mettre en oeuvre la résolution 33/147 de l'Assemblée générale et l'approbation par le Conseil d'administration du PNUD du rapport de l'équipe spéciale interinstitutions, ainsi que de la liste préliminaire de projets spécifiques d'assistance au peuple palestinien, permettent de se faire une idée des domaines d'assistance, avec notamment certains projets en faveur des femmes et des enfants palestiniens. En outre, la Commission économique pour l'Asie occidentale effectue une étude détaillée de la situation économique et sociale et des possibilités de la femme palestinienne. Tout cela s'ajoute à l'action des institutions spécialisées des Nations Unies, des fonds arabes ainsi que de la Ligue des Etats arabes et de ses institutions spécialisées.

27. Compte dûment tenu de ces efforts, les organisations régionales et internationales arabes sont invitées à apporter au peuple palestinien et à ses institutions économiques, sociales et culturelles, une assistance technique accrue, plus spécifique, mieux coordonnée et plus complète. Elles sont également invitées à faire expressément de la femme palestinienne un des objectifs de leurs programmes et projets, et non un élément marginal des programmes d'assistance.

### Programme d'action

a) Inviter les organisations régionales et internationales à classer les données selon le sexe, en ce qui concerne le peuple palestinien en général et la population des territoires occupés en particulier;

b) Prier instamment les organisations régionales et internationales de prendre les mesures nécessaires pour appliquer aux femmes palestiniennes des territoires occupés par Israël la résolution de l'Organisation des Nations Unies relative à la protection des femmes et des enfants en cas de conflit armé, de guerre de libération et d'occupation étrangère;

c) Demander instamment aux organisations régionales et internationales de fixer des dates précises pour l'application des résolutions et recommandations concernant les activités et les projets spéciaux visant à améliorer la situation du peuple palestinien;

d) Prier instamment les organisations internationales de jouer un rôle efficace dans la recherche des moyens d'acheminer l'aide financière et technique nécessaires à l'exécution de programmes en faveur des femmes palestiniennes des territoires occupés;

e) Inviter les organisations régionales et internationales à octroyer des bourses aux Palestiniens et aux Palestiniennes, afin qu'ils puissent participer aux stages et aux séminaires de formation régionaux et internationaux dans tous les domaines - en particulier ceux de la recherche, de la planification et des activités sociales intégrées - et avoir accès aux centres de formation régionaux et internationaux;

f) Prier l'UNESCO d'accélérer l'exécution du projet sur l'université libre et d'examiner les manuels utilisés dans les territoires occupés pour vérifier la valeur de leur contenu du point de vue national et éducatif;

g) Prier l'OIT d'examiner la mesure dans laquelle le Gouvernement israélien applique les dispositions de la Convention de l'OIT concernant les conditions de travail et la protection des travailleuses, à la main-d'oeuvre palestinienne en général et aux femmes en particulier;

h) Prier le FISE de poursuivre l'action entreprise au cours de l'Année internationale de l'enfant et d'étendre ses activités de façon à assurer les services nécessaires aux enfants palestiniens à l'intérieur et en dehors des territoires occupés;

i) Prier l'OMS d'octroyer des bourses de formation aux travailleurs et techniciens chargés des soins de santé dans les territoires occupés, afin d'assurer la formation du personnel nécessaire aux soins préventifs et curatifs, et d'accorder l'attention voulue à la formation dans la gestion des services sanitaires et des centres polyvalents;

j) Appuyer les centres de formation professionnelle, en particulier les centres de l'UNRWA, afin qu'ils puissent se développer, diversifier leurs spécialités et accroître le nombre de femmes inscrites;

k) Prier la CEAO de proposer des projets, qui devront être financés par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, ainsi qu'il est indiqué dans le présent document;

l) Prier la CEAO d'incorporer une section sur la femme palestinienne dans l'étude qu'elle effectue actuellement sur la situation économique et sociale et les possibilités du peuple palestinien.

-----